

CONTRAT STOC ANNEXE 9

DECLARATION DE SOUS- TRAITANCE, CONDITIONS DE PAIEMENT ET LEGISLATION SOCIALE V21.02



1. Déclaration de sous-traitance et conditions de paiement

A - Identification de l'entrepreneur principal.

Dénomination sociale :

Adresse :

Numéro d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés :

Numéro d'identité d'entreprise (SIRET) :

B – Référence du contrat.

N° du contrat / Libellé du contrat :

Objet :

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

- ☐ un acte portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- ☐ un acte modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du.....

D - Identification du sous-traitant.

■ Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

E - Nature et prix des prestations sous-traitées.

■ Nature des prestations sous-traitées :

F - Conditions de paiement.

■ Il est convenu que le paiement du Sous-traitant est assuré directement par l'entrepreneur principal. Conformément à l'article 14 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975, les sommes dues par l'entrepreneur principal au Sous-traitant sont garanties par une caution légale personnelle et solidaire qu'il a obtenu auprès d'un établissement qualifié et agréé.

Le Prestataire atteste que :

☐ le contrat n'a pas été cédé ou nanti à ce jour et il reconnaît qu'à l'avenir, la part du contrat qui pourrait être cédée ou nantie est limitée à celle qu'il effectue personnellement.

☐ le contrat a été cédé ou nanti. Dans ce cas, et sauf application des termes de l'article 1275 du Code civil, le Prestataire joint l'attestation de l'établissement financier agréé bénéficiaire de la cession, précisant que la cession ou le nantissement concernant le contrat a fait l'objet d'une caution personnelle et solidaire du Prestataire.

H - Capacités du sous-traitant.

Récapitulatif des pièces du sous-traitant demandées par le Maître d'Ouvrage :

- Justificatif d'Immatriculation - K Bis (Extrait RCS) (daté de moins de 3 mois)
- Attestation Sociale de vigilance - URSSAF (datée de moins de 6 mois)
- Liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail (datée de moins de 6 mois)
- Déclaration sur l'honneur (datée de moins de 6 mois)
- Attestation Caisse de congés payés (datée de moins de 6 mois) ou attestation de non affiliation
- Attestation de qualification et certification
- Attestation d'assurance Responsabilité Civile (datée de moins de 6 mois)

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

- a) **Condamnation définitive** : Ne jamais avoir fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 225-4-1, 225-4-7, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.
- b) **Lutte contre le travail illégal et dissimulé** : Réaliser ou faire réaliser le travail qui fait l'objet des présentes avec des salariés régulièrement employés, notamment au regard des obligations d'affiliation au régime de sécurité sociale. Il n'a pas fait l'objet de condamnation pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L.8221-1 et suivants du nouveau Code du travail, ainsi que des dispositions des articles L. 3243-1 et suivants et L.8241-1 ;
- c) **Recours au personnel étranger** : Que les salariés concernés sont employés conformément aux dispositions de la législation sociale française qui leur sont applicables dans les conditions prévues par les articles L. 1261-1 du nouveau Code du travail et qu'ils sont régulièrement affiliés au régime de sécurité sociale du pays d'origine. Je certifie également avoir procédé, auprès de l'inspection du travail territorialement compétente, à la déclaration préalable de détachement de ces salariés, conformément aux articles R. 1263-3 et suivants du nouveau Code du travail. Par ailleurs, s'agissant de détachement de salariés issus de l'Union européenne, je m'engage à respecter les dispositions du règlement 1408-71 du 14 juin 1971. Je n'ai pas été condamné pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L.8251-1 et L.8251-2 du nouveau Code du travail ;
- d) **Liquidation judiciaire** : Ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- e) **Redressement judiciaire** : Ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du contrat ;
- f) **Situation fiscale et sociale** : Avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu la signature du contrat de sous-traitance, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et cotisations exigibles à cette date, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ;
- g) **Assurance** : Avoir contracté une assurance suffisante afin de garantir ma responsabilité pour les accidents ou les dommages corporels ou matériels causés par l'exécution des Prestations, de quelque nature qu'ils soient et envers qui que ce soit et les dommages causés au personnel et au patrimoine de l'entrepreneur principal et du Maître d'Ouvrage ;
- h) **Exclusion des contrats administratifs** : Ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L.8272-4 du Code du travail ;
- i) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts ;

- j) Qu'il préviendra dans les plus brefs délais l'entrepreneur principal s'il entrait dans un des cas visés ci-dessus.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A _____, le _____ A _____, le _____

Le sous-traitant : _____ L'entrepreneur principal _____

Le représentant du Maître d'Ouvrage, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A _____, le _____

Le représentant du Maître d'Ouvrage : _____

2. Législation sociale

Comme indiqué à l'article 24.1 de Sous-Traitance Opérateur Commercial :

(Annexe sans objet dans le cas où le Prestataire est établi à l'étranger et ne détache aucun salarié sur le territoire français).

Le Prestataire s'engage à respecter les dispositions du Code du travail français relatives à la lutte contre le travail illégal (articles L.8211-1 et suivants) et à communiquer obligatoirement au Client lors de la conclusion du Contrat et ensuite tous les six (6) mois jusqu'à l'expiration de celui-ci, automatiquement, spontanément et sans relance, les documents ci-après.

Les attestations des modèles qui suivent doivent être rédigées sur un papier à l'entête de l'Entrepreneur (comportant le numéro de RCS).

2.1. L'Entrepreneur est établi en France

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du travail.

Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant datant de moins de six mois.

Cette attestation devra faire mention de l'identification de l'entreprise, du nombre de salariés et du total des rémunérations déclarés au cours de la dernière période ayant donné lieu à la communication desdites informations ; lorsque l'immatriculation au RCS ou au RM est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait K ou Kbis,
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM,
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription ;

2.2 L'Entrepreneur est établi à l'étranger

Conformément à l'article D.8254-2 du Code du travail.

La liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : 1° sa date d'embauche ; 2° sa nationalité ; 3° le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (cf. Document A).

Document A

Entête de l'entreprise

RCS

LISTE CODE DU TRAVAIL ARTICLE D.8254-2

Objet : Liste nominative prévue à l'article D.8254-2 du Code du Travail des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail.

Contrat : [à préciser]

Je soussigné (e), [État civil, prénom, nom et titre du dirigeant] agissant au nom et pour le compte de la société [dénomination sociale], dont le siège social est sis [adresse], inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de [ville], remet conformément à l'article D.8254-2 du Code du travail la liste nominative des salariés étrangers employés par la société et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du travail, précisant pour chaque salarié : 1° sa date d'embauche ; 2° sa nationalité ; 3° le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Fait, en deux exemplaires, à , le

Signature du dirigeant

Cachet de la société

PJ : liste nominative des salariés étrangers employés par la société et soumis à autorisation de travail, précisant leurs dates d'embauche, nationalité, type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Pour le PRESTATAIRE :

Date :

Nom, Qualité, Signature :

Pour le CLIENT :

Date :

Nom, Qualité, Signature :